

LE POINT SUR LES INÉGALITÉS DE REVENU

Le creusement des inégalités touche plus particulièrement les jeunes et les pauvres

Résultats issus de la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (juin 2014)



Direction de l'emploi,
du travail et des
affaires sociales

Direction des
statistiques

Des nouvelles données de l'OCDE montrent que, malgré une reprise économique déjà bien avancée, la distribution des revenus avant impôts et transferts reste nettement plus inégalitaire qu'elle ne l'était avant la crise économique mondiale. Les impôts et les transferts sociaux atténuent une grande partie du creusement des inégalités de revenu marchand, avec relativement peu d'évolution des inégalités de revenu disponible des ménages, mais, compte tenu de la faiblesse de la reprise dans la plupart des pays, les revenus des 10 % les plus pauvres de la population continuent de diminuer ou augmentent moins que ceux des 10 % les plus riches. La pauvreté monétaire relative (part de la population dont le revenu est inférieur à la moitié du revenu médian national annuel) est restée globalement inchangée entre 2007 et 2011, mais la pauvreté « ancrée » (dont le seuil est établi, en valeur réelle, au niveau de 2005) a augmenté de 2 points de pourcentage dans la zone OCDE. Une évolution de long terme, déjà évoquée dans d'autres rapports de l'OCDE, s'est encore accrue pendant la crise : les jeunes ont remplacé les personnes âgées en tant que groupe le plus exposé au risque de pauvreté monétaire.

La distribution des revenus du travail et du capital devient plus inégale

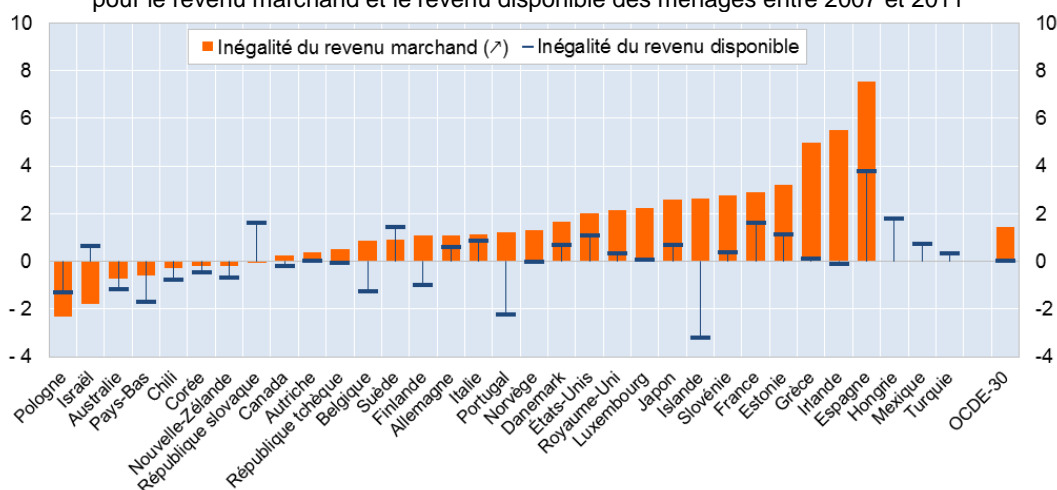
La distribution des revenus marchands (rémunération brute et revenus du capital) s'est encore élargie, alors même que de nombreux pays sortaient de la crise. Évaluées par le coefficient de Gini (qui est égal à 0 lorsque tout le monde a les mêmes revenus, et à 1 lorsqu'une seule personne concentre tous les revenus), les inégalités de revenu marchand ont progressé d'un point de pourcentage ou plus dans vingt pays de l'OCDE entre 2007 et 2011/12 (barres oranges dans le graphique 1). Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les pays les plus durement touchés par la crise : en Espagne, Estonie, Grèce, Irlande et Islande, mais aussi en France et en Slovaquie. En Espagne et en Grèce, les inégalités de revenu marchand se sont considérablement creusées sous l'effet de la crise et ont continué d'augmenter plus récemment, alors que la crise se prolongeait : par rapport à 2010, elles ont encore progressé de, respectivement, 1,5 et 3 points en 2011. Les inégalités de

revenu marchand ont également augmenté de plus d'un point en 2011 en Allemagne, au Luxembourg et au Portugal, par rapport à 2010. En revanche, l'Australie, le Canada, l'Irlande, Israël et la Suède ont récemment inversé la tendance et enregistré un recul des inégalités de revenu marchand en 2011.

Parallèlement, les inégalités de revenu disponible ont augmenté d'un point ou plus entre 2007 et 2011 dans quelques pays seulement, alors qu'elles sont restées stables globalement dans la zone OCDE (traits bleus dans le graphique 1). Les plus fortes hausses ont été observées en Espagne (+ 4 points), ainsi qu'en France, en Hongrie et en République slovaque (près de 2 points). L'Allemagne et les États-Unis, après quelques années de stabilité, ont vu ces inégalités se creuser nettement en 2011 et 2012. À l'inverse, la diminution légère des inégalités de revenu disponible s'est poursuivie en 2011 en Corée, en Finlande, aux Pays-Bas, en Pologne et au Portugal. Sur l'ensemble de la période, c'est en Islande que le recul a été le plus important.

1 Les inégalités de revenu marchand ont considérablement augmenté

Variation, en points de pourcentage, du coefficient de Gini pour le revenu marchand et le revenu disponible des ménages entre 2007 et 2011



Notes : 2007 renvoie à 2006 pour le Chili et le Japon, et 2008 pour l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, Israël, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède. 2011 renvoie à 2009 pour le Japon, 2010 pour l'Autriche et la Belgique, et 2012 pour l'Australie, la Corée, les États-Unis, la Finlande, la Hongrie, le Mexique et les Pays-Bas. Pas de données disponibles sur les inégalités de revenus marchands pour la Hongrie, le Mexique et la Turquie. Les résultats ne sont pas strictement comparables pour le Royaume-Uni car il y a rupture de série en 2011. Les données de 2011 pour l'Irlande et le Royaume-Uni sont provisoires. La moyenne OCDE-30 exclut la Hongrie, le Mexique, la Suisse et la Turquie.

Les impôts et les transferts sociaux atténuent le creusement des inégalités de revenu marchand

Le mécanisme de redistribution, évalué par l'écart entre les inégalités de revenu marchand et disponible, joue un rôle important en atténuant les inégalités de revenu marchand. Cependant, l'incidence des impôts et des transferts varie selon les pays. Elle a été particulièrement importante en Islande, au Portugal et en Belgique, où les inégalités de revenu marchand ont progressé tandis que les inégalités de revenu disponible diminuaient. Des évolutions analogues ont été observées en Grèce, en Irlande et en Slovaquie.

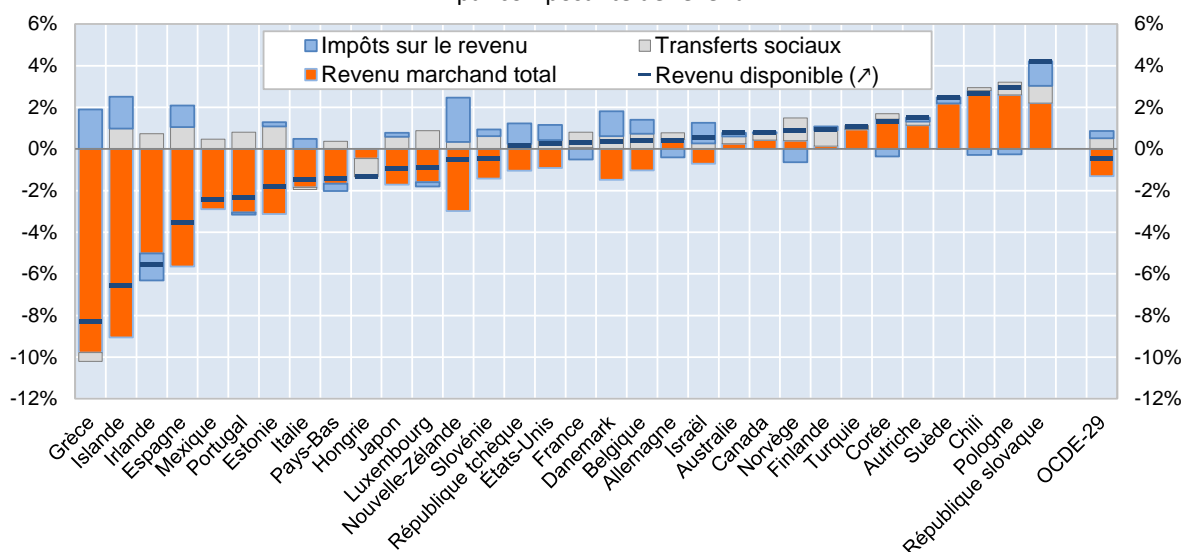
Dans quelques pays toutefois, la redistribution s'est réduite, les inégalités de revenu disponible augmentant davantage

que celles du revenu marchand entre 2007 et 2011. C'est le cas en Suède, en République slovaque et tout particulièrement en Israël, où les inégalités de revenu marchand se sont réduites alors que les inégalités de revenu après impôt se creusaient. En Pologne, les inégalités de revenu marchand ont plus diminué que celles du revenu disponible.

Les impôts et transferts modèrent également le recul en valeur réelle du revenu disponible (graphique 2). Entre 2007 et 2011, les transferts publics ont augmenté dans tous les pays sauf quatre (ils ont diminué en Grèce, en Hongrie et en Italie, et sont restés stables en Suède), tandis que les impôts ont également contribué à maintenir le revenu disponible des ménages, bien qu'à une échelle moindre.

2 Les impôts et les transferts sociaux ont atténué le recul des revenus marchands dans la plupart des pays de l'OCDE

Variation annuelle, en pourcentage, du revenu disponible des ménages entre 2007 et 2011, par composante de revenu



Pour les années de référence, voir les notes du graphique 1. Les revenus marchands sont présentés après impôts pour la Hongrie, le Mexique et la Turquie. Une augmentation des impôts sur le revenu indique une charge fiscale moins lourde dans le revenu total. La moyenne OCDE-29 exclut la Hongrie, le Mexique, la Turquie (pour laquelle les données sur les impôts ne sont pas disponibles), le Royaume-Uni (pour lequel il n'existe pas de données comparables pour 2011) et la Suisse (pour laquelle les données de 2007 ne sont pas disponibles). Les données de 2011 pour l'Irlande sont provisoires.

Certains ont souffert plus que d'autres

Les ménages modestes ont, soit perdu davantage pendant la crise, soit moins bénéficié de la reprise. Dans l'ensemble de l'OCDE, le revenu disponible des ménages en valeur réelle a stagné. Dans le même temps, entre 2007 et 2011, le revenu des 10 % les plus pauvres a baissé de 1.6 % par an (graphique 3). L'analyse du revenu des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres en 2007 et sur la dernière année disponible montre qu'en moyenne dans la zone OCDE, la baisse de revenu a été deux fois plus importante pour les 10 % les plus pauvres que pour les 10 % les plus riches. Sur les 33 pays pour lesquels on dispose de données, les 10 % les plus riches s'en sont mieux sortis que les 10 % les plus pauvres dans 19 pays.

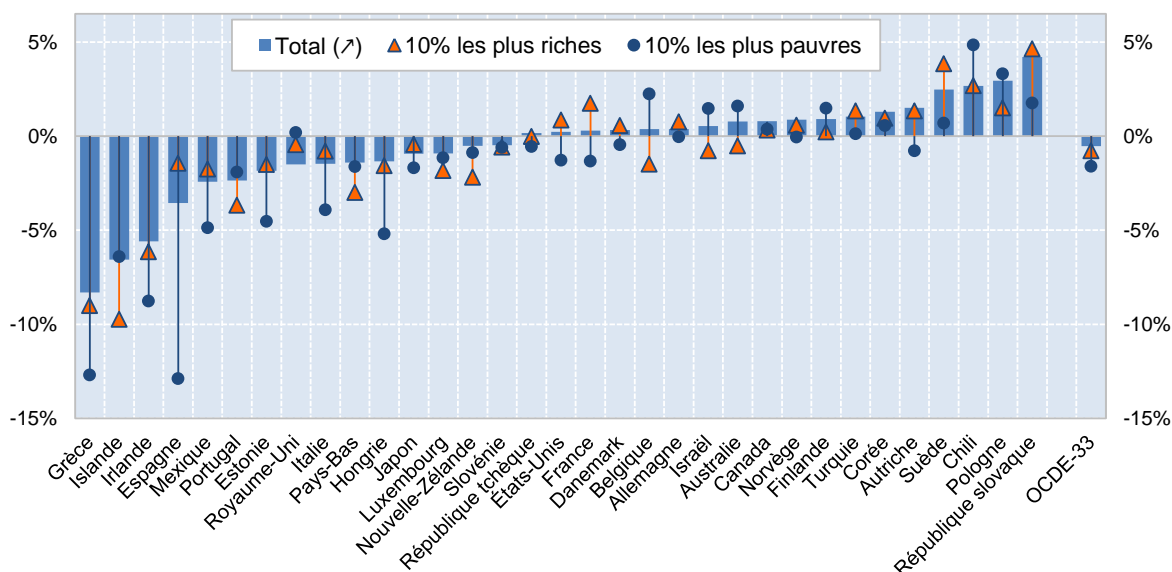
Si l'on prend pour exemple deux des pays les plus durement touchés par la crise, l'Espagne et la Grèce, le graphique 4 montre qu'en Espagne, le revenu des 10 % les plus pauvres a davantage diminué que celui des 10 % les plus riches chaque année, à l'exception de 2010. En outre, en 2009, le revenu des 10 % les plus riches a augmenté. En Grèce, la crise a entraîné un changement de paradigme dans l'ajustement des revenus réels des plus pauvres et des plus riches, avec à la clé

un creusement progressif de l'écart entre les riches et les pauvres au fil des années. En 2008, le revenu des ménages les plus modestes a en fait progressé dans un contexte de récession forte, de stagnation du revenu disponible moyen et d'un recul important des revenus élevés. Mais si, en 2009, les revenus disponibles des différents groupes de population sont restés relativement constants, les années suivantes (2010 et 2011) ont enregistré un recul bien plus important du revenu des ménages pauvres que de celui des classes moyennes et, surtout, supérieures.

S'agissant des autres pays, les pertes de revenu se sont ralenties en 2011 en Estonie, en Islande et au Mexique. Dans les pays ayant mis en place des mesures fiscales visant à réduire le poids des impôts pour les ménages les plus pauvres, notamment l'Islande, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et le Portugal, le revenu des 10 % les plus pauvres a moins diminué que celui des plus riches depuis les toutes dernières années.

3 Les ménages les plus pauvres ont généralement perdu davantage ou gagné moins

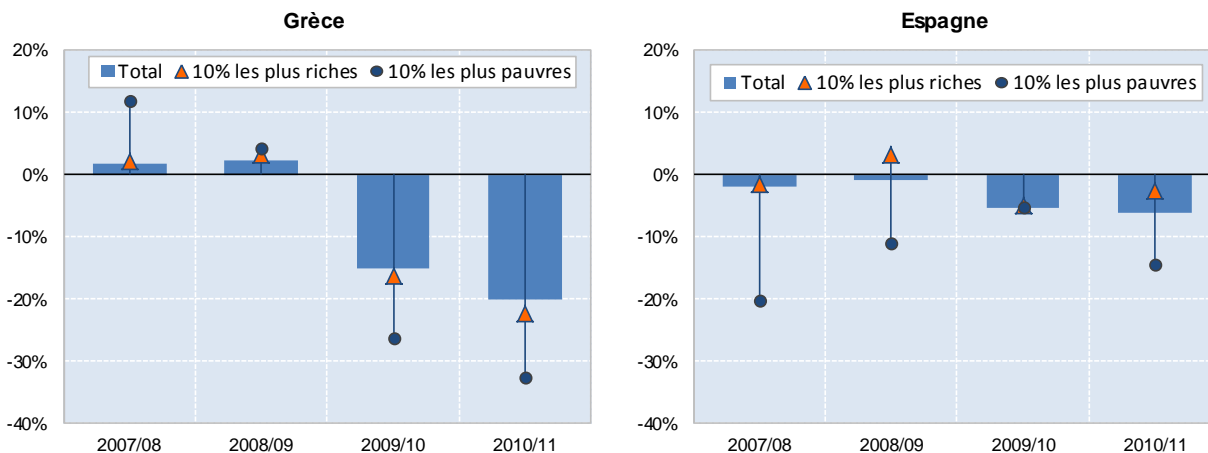
Variation annuelle, en pourcentage, du revenu disponible des ménages, entre 2007 et 2011, par groupe de revenu



Pour les années de référence, voir les notes du graphique 1. Les résultats ne sont pas strictement comparables pour le Royaume-Uni car il y a rupture de série en 2011. Les données 2011 pour l'Irlande et le Royaume-Uni sont provisoires.

4 Les revenus des plus pauvres et des plus riches ont évolué différemment pendant la crise

Variation annuelle en pourcentage des revenus réels disponibles, par année et par groupe de revenu



L'évolution de la pauvreté varie selon les pays

Les pays de l'OCDE enregistrent toujours de très grandes différences en matière de pauvreté monétaire relative (part des individus ayant un revenu disponible équivalent inférieur à 50 % du revenu médian national), dont le taux en 2011 oscillait entre 6 % en Islande, en République tchèque et au Danemark, et plus de 20 % au Mexique et en Israël (graphique 5).

Dans l'ensemble de la zone OCDE, la pauvreté monétaire relative est restée globalement stable entre le début de la crise et 2011, mais elle a nettement augmenté en Turquie et en Hongrie (respectivement, de 2 et 4 points) ainsi qu'en Grèce, aux Pays-Bas, en Pologne, en République slovaque, en Espagne et en Suède (où elle a augmenté de plus d'un point), tandis qu'elle a reculé au Chili, en Finlande, en Nouvelle-Zélande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Estonie. Dans

d'autres pays de l'OCDE, l'évolution a été inférieure à un point.

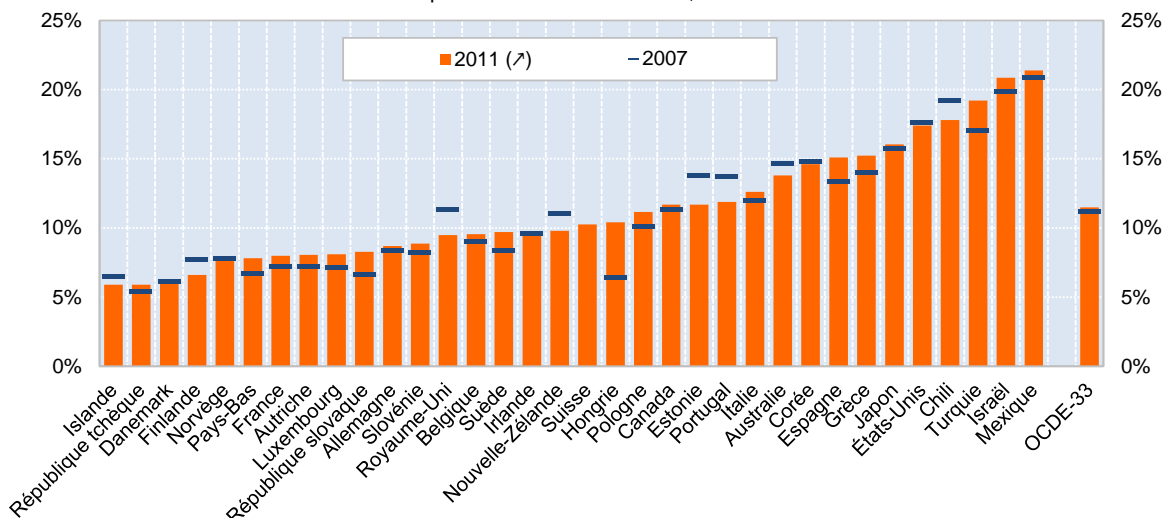
Par construction, les taux de pauvreté relative présentés dans le graphique 5 ne changent pas lorsque le revenu des ménages pauvres recule au même rythme que le revenu médian, il est donc important de compléter les informations sur la pauvreté monétaire relative (lesquelles s'appuient sur des seuils qui évoluent chaque année) avec des données fondées sur un seuil fixe en valeur réelle établi sur une année de référence (2005 pour les données présentées dans le graphique 6). De manière générale, entre 2007 et 2011, la pauvreté ancrée a progressé plus rapidement que la pauvreté monétaire relative, gommant ainsi une part importante des gains de niveau de vie que les ménages modestes avaient obtenu au cours des vingt années précédentes.

Dans l'ensemble de la zone OCDE, la pauvreté ancrée est passée de 8.4 % en 2007 à 10.4 % en 2011 (tableau en annexe). En Grèce, elle a augmenté de près de 15 points sur la même période, mais on observe également de fortes hausses (entre 9 et 3 points) en Irlande, en Espagne, en Islande, en Hongrie et au Mexique. En revanche, elle a reculé de près de 6 points au Chili et de 2 points en Finlande. Dans les autres pays membres, la pauvreté ancrée a évolué dans un intervalle de +/- 1 point de pourcentage.

Globalement, la pauvreté relative et la pauvreté ancrée évoluent dans la même direction, mais ce n'est pas toujours le cas. En République slovaque, en Pologne et en Suède par exemple, la pauvreté ancrée a reculé alors que la pauvreté relative est restée stable ou a augmenté, tandis qu'en Nouvelle-Zélande, au Portugal et en Estonie, elle a progressé, alors que la pauvreté relative a diminué (graphique 6).

5 La pauvreté relative dans les pays de l'OCDE touche en moyenne 12 % de la population

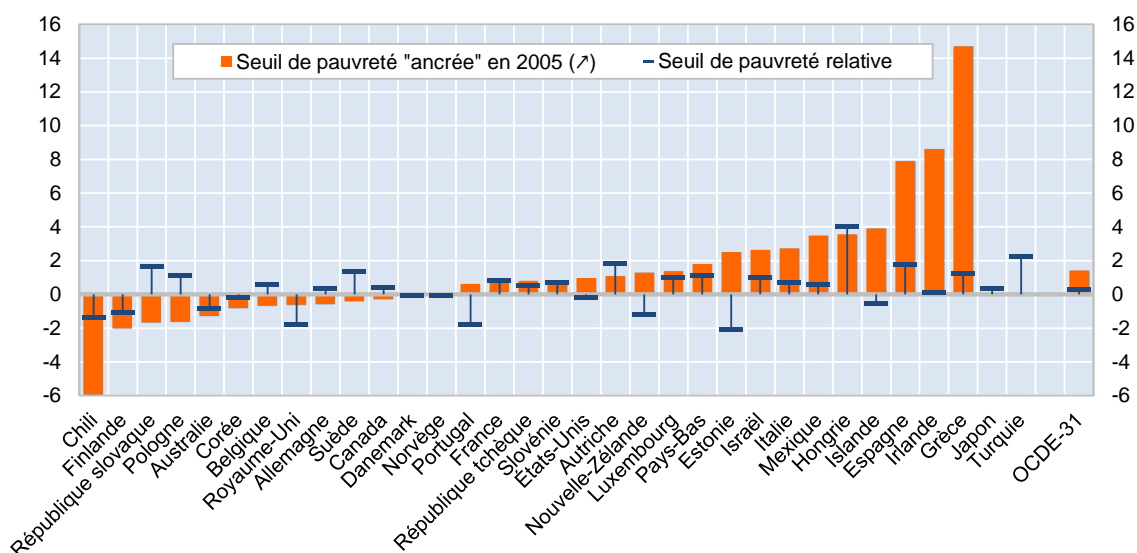
Taux de pauvreté monétaire relative, 2007 et 2011



Pour les années de référence, voir les notes du graphique 1. La pauvreté monétaire relative se définit comme le pourcentage d'individus vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur à 50 % du revenu médian disponible au niveau national. Les résultats ne sont pas strictement comparables pour le Royaume-Uni car il y a rupture de série en 2011. Les données de 2011 pour l'Irlande et le Royaume-Uni sont provisoires.

6 L'évolution de la pauvreté est différente si le ménage était dans une situation de pauvreté ancrée avant la crise

Variation, en points de pourcentage, des taux de pauvreté relative et ancrée entre 2007 et 2011



Pour les années de référence, voir les notes du graphique 1. L'évolution de la pauvreté monétaire est mesurée en utilisant les seuils de pauvreté relative et ancrée fondés sur, respectivement, 50 % du revenu médian actuel et 50 % du revenu médian de 2005 dans chaque pays. Les estimations de la pauvreté ancrée ne sont pas disponibles pour le Japon et la Turquie. Les données de 2007 ne sont pas disponibles pour la Suisse. Les résultats ne sont pas strictement comparables pour le Royaume-Uni car il y a rupture de série en 2011. Les données de 2011 pour l'Irlande et le Royaume-Uni sont provisoires.

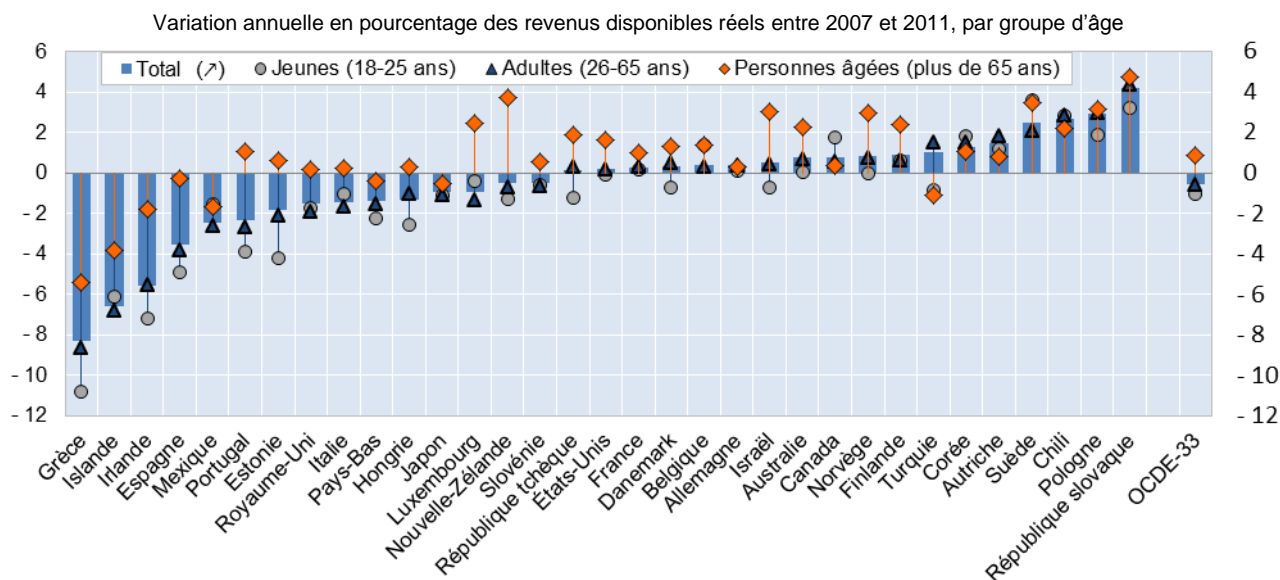
L'évolution des revenus et de la pauvreté est très variable selon les groupes de population : qui en a le plus pâti ?

Au cours des quatre années qui ont suivi le début de la crise, les jeunes (de 18 à 25 ans) ont subi les pertes de revenu les plus importantes, alors que les personnes âgées (plus de 65 ans) ont été largement protégées des pires effets de la crise (graphique 7). Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le revenu disponible moyen a reculé en valeur réelle d'environ 1 % par an chez les jeunes et de 0.7 % chez les personnes d'âge très actif (de 26 à 65 ans), tandis que chez les personnes âgées (plus de 65 ans), il a augmenté de 0.9 % par an en moyenne. Des pertes de revenu élevées chez les jeunes ont été enregistrées en Grèce, en Islande et en Irlande, mais également en Espagne, en Estonie, au Portugal, en Hongrie et aux Pays-Bas. Il n'y a qu'au Chili, en République slovaque et en Suède que de fortes hausses ont été observées. Le revenu disponible des adultes d'âge très actif a baissé dans la moitié environ des pays membres, mais à un rythme plus lent que

chez les jeunes. Le revenu disponible des personnes âgées a augmenté en valeur réelle ou est resté stable pratiquement partout, à l'exception de la Grèce (où il a nettement reculé) ainsi que du Mexique et de l'Irlande (où le recul a été plus modeste). Les personnes âgées ont bénéficié de gains de revenu importants en Nouvelle-Zélande et en République slovaque (autour de 4 % par an).

Ces différentes évolutions des revenus se reflètent dans l'évolution du risque de pauvreté monétaire par rapport à la population totale (graphique 8). Des rapports précédents de l'OCDE soulignent qu'en l'espace de 25 ans, les jeunes ont remplacé les personnes âgées en tant que groupe le plus vulnérable à la pauvreté monétaire. La crise récente a accentué cette tendance. En 2011, le risque de pauvreté des 66-75 ans était inférieur de 25 % à la moyenne et était, pour la première fois depuis que l'OCDE recueille des données à ce propos, le plus faible de tous les groupes de population. Par ailleurs, ce sont les adultes d'âge très actif qui affichent les taux de pauvreté les plus faibles de l'ensemble de la population.

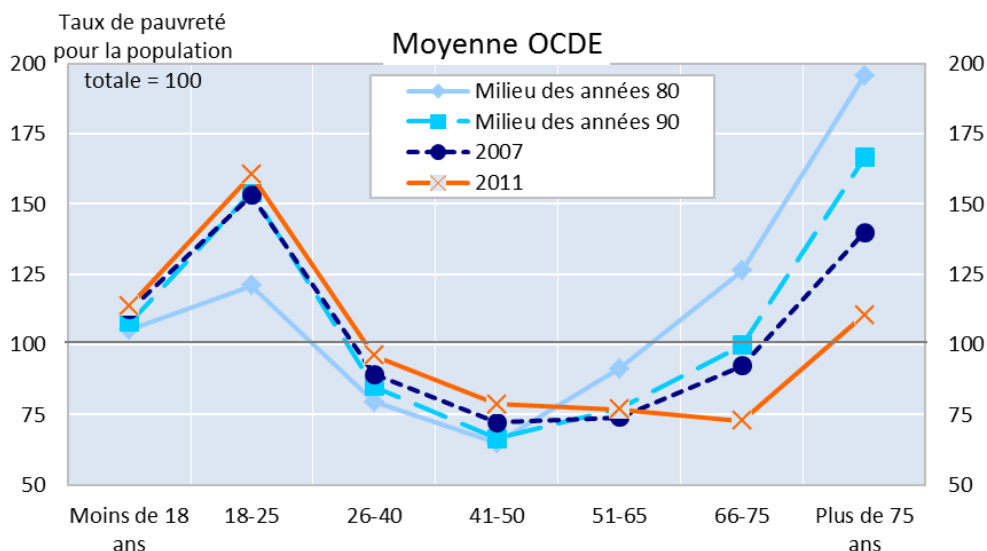
7 Depuis la crise, le revenu disponible a reculé en valeur réelle pour l'ensemble des groupes d'âge à part les personnes âgées



Pour les années de référence, voir les notes du graphique 1. Les résultats ne sont pas strictement comparables pour le Royaume-Uni car il y a rupture de série en 2011. Les données de 2011 pour l'Irlande et le Royaume-Uni sont provisoires. Les données de 2007 ne sont pas disponibles pour la Suisse.

8 Le risque de pauvreté a basculé des personnes âgées vers les jeunes

Taux de pauvreté relative de la population totale chaque année = 100, milieu des années 80 à 2011, moyenne de l'OCDE



Note : Moyenne OCDE non pondérée des 18 pays pour lesquels on dispose de données depuis le milieu des années 80 : Allemagne, Canada, États-Unis, Danemark, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Turquie. Les données de 2011 pour le Royaume-Uni sont provisoires.

De même, le risque de pauvreté monétaire n'est pas équitablement réparti entre les différents types de ménage, même si les évolutions intervenues depuis 2007 sont plus modérées que celles touchant les groupes d'âge. Les estimations du risque de pauvreté par type de ménage dans l'ensemble de l'OCDE sont présentées dans le graphique 9, pour les ménages dirigés par une personne d'âge actif et pour la moyenne des 16 pays membres pour lesquels on dispose de données depuis le milieu des années 80.

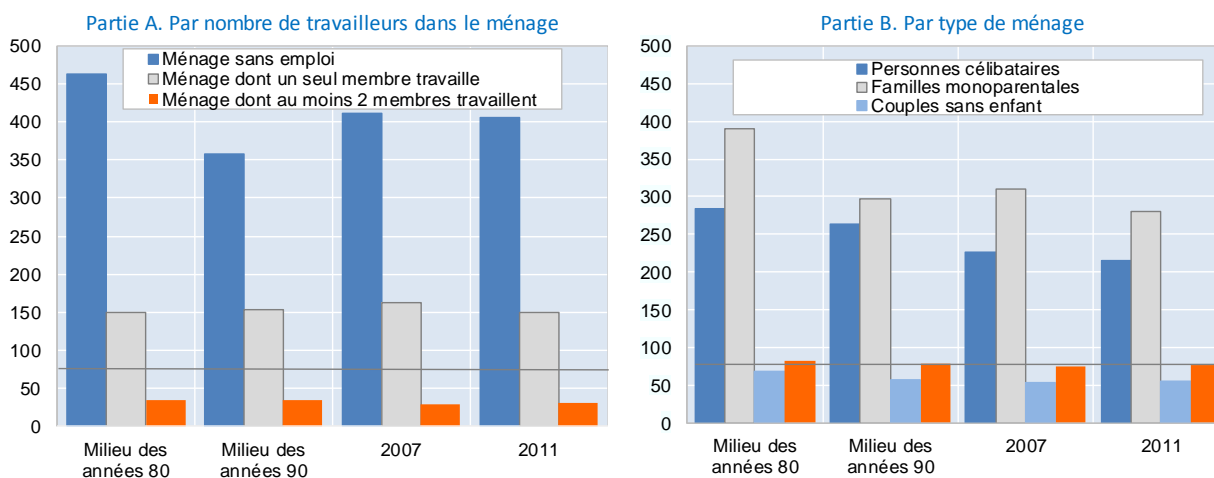
En 2011, le risque de pauvreté monétaire était quatre fois supérieur chez les ménages sans emploi que pour la population de référence (ensemble des membres d'un ménage dirigé par une personne d'âge actif, graphique 9, partie A). Les ménages dont un seul membre travaille étaient également exposés à un risque de pauvreté supérieur d'environ 50 % à celui de la population de

référence. Si ce risque était inférieur de deux tiers chez les ménages dont au moins deux membres travaillent, même ces ménages n'étaient pas complètement protégés contre le risque de pauvreté.

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le risque de pauvreté chez les célibataires et les familles monoparentales reste disproportionnellement élevé, même s'il a nettement reculé dans le temps (entre -25 % et -30 %, graphique 9, partie B). En 2011, ces deux types de ménage étaient entre deux et trois fois plus susceptibles d'être pauvres que la population de référence. Les couples avec ou sans enfant étaient en revanche beaucoup moins exposés au risque de pauvreté (respectivement, 25 à 45 points de moins que la population de référence) – risque qui a légèrement diminué dans le temps.

9 Le risque de pauvreté relative reste élevé chez les ménages sans emploi et les familles monoparentales

Taux de pauvreté relative des ménages dont le chef de ménage est d'âge actif, chaque année = 100, milieu des années 80 à 2011, moyenne de l'OCDE



Note : Moyenne OCDE non pondérée des 16 pays pour lesquels on dispose de données depuis le milieu des années 80 : Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède.

Tableau annexe : Indicateurs clés de la distribution des revenus disponibles et de la pauvreté des ménages

	Coefficient de Gini			Ratio interdéciles S90/S10			Part du revenu total, par groupe de revenu						Taux de pauvreté relative (seuil relatif)						Taux de pauvreté (seuil "ancré" en 2005)					
	2007	2010	2011	2007	2010	2011	10% les + pauvres	20% les + pauvres	40% les + pauvres	40% les + riches	20% les + riches	10% les + riches	Total, %			Par groupe d'âge, %, 2011					Total, %			
							2011 ou année disponible la plus récente, %						2007	2010	2011	Enfants (< 18)	Jeunes (18-25)	Adultes (26-65)	Personnes âgées (> 65)	Travailleurs pauvres	2007		2010	2011
Australie	0.336	0.334	0.324	9.3	8.9	8.5	2.9	7.3	19.8	63.0	39.7	24.4	14.6	14.4	13.8	13.0	7.8	11.0	33.4	4.3	..	8.2	6.9	Australie
Autriche	0.269	0.269	0.282	5.7	6.1	7.1	3.1	8.4	22.4	59.6	36.7	22.2	7.2	8.1	9.0	9.1	12.1	8.0	10.5	7.1	6.3	6.1	7.4	Autriche
Belgique	0.277	0.264	..	6.5	5.8	..	3.6	8.9	22.9	58.4	35.1	20.8	9.0	9.5	..	12.7	8.8	8.2	10.5	4.5	8.4	7.8	..	Belgique
Canada	0.318	0.319	0.316	8.5	8.6	8.5	2.8	7.6	20.4	62.2	39.2	24.2	11.3	11.9	11.7	14.2	13.1	11.6	6.8	8.6	3.9	3.7	3.6	Canada
Chili	0.511	0.510	0.503	29.5	30.1	26.5	1.5	4.3	12.5	75.3	56.4	40.9	19.2	18.4	17.8	23.5	15.1	15.1	20.5	14.3	20.6	16.9	14.7	Chili
République tchèque	0.257	0.258	0.256	5.3	5.6	5.5	4.0	9.7	24.3	57.8	35.5	21.6	5.4	6.5	5.9	9.4	7.3	5.5	2.4	4.3	3.5	4.1	4.3	République tchèque
Danemark	0.246	0.252	0.253	5.1	5.3	5.3	4.0	9.7	24.0	57.5	34.7	21.0	6.1	6.0	6.0	3.8	21.5	3.7	7.1	4.0	5.0	4.5	4.9	Danemark
Estonie	0.312	0.317	0.323	8.0	8.9	9.1	2.6	7.2	19.7	63.1	39.3	23.6	13.8	11.6	11.7	11.4	14.6	12.4	7.4	8.4	4.8	7.5	7.3	Estonie
Finlande	0.270	0.265	0.261	5.8	5.6	5.5	3.9	9.5	23.7	58.2	35.5	21.5	7.7	7.4	6.6	3.0	15.2	5.6	9.4	3.5	6.5	5.1	4.5	Finlande
France	0.293	0.303	0.309	6.8	7.2	7.4	3.4	8.5	21.6	61.5	39.7	25.5	7.2	7.9	8.0	10.8	13.2	6.9	4.5	7.2	..	6.8	7.0	France
Allemagne	0.287	0.286	0.293	6.7	6.7	6.9	3.4	8.6	22.2	60.5	38.1	23.7	8.5	8.8	8.7	8.1	12.7	8.1	8.9	3.1	9.2	8.1	8.7	Allemagne
Grèce	0.335	0.338	0.335	10.7	11.0	12.6	1.9	6.3	18.8	63.4	39.7	24.4	14.0	14.3	15.2	20.4	21.6	15.0	7.3	14.1	12.1	17.1	26.8	Grèce
Hongrie	0.272	0.272	0.290	6.0	6.0	7.3	3.1	8.2	21.7	60.3	37.2	22.5	6.4	6.8	10.4	16.7	11.4	9.4	5.2	7.6	..	9.3	12.9	Hongrie
Islande	0.283	0.246	0.251	6.5	5.6	5.6	3.7	9.7	24.4	57.5	34.7	20.9	6.5	6.3	5.9	7.7	7.3	5.3	3.3	5.3	4.0	8.1	7.9	Islande
Irlande	0.303	0.313	0.302	6.9	8.4	7.7	3.0	8.1	21.3	61.3	38.2	23.3	9.6	8.7	9.7	10.3	11.2	9.2	5.2	9.4	7.3	11.9	15.9	Irlande
Israël	0.371	0.376	0.377	13.4	13.6	12.5	2.0	5.7	16.6	66.5	42.1	25.6	19.9	20.9	20.9	28.5	20.4	15.7	20.6	15.0	..	13.2	17.8	Israël
Italie	0.313	0.321	0.321	9.0	10.5	10.2	2.4	7.1	20.0	62.4	39.3	24.4	11.9	13.0	12.6	17.3	13.2	11.7	10.6	11.2	11.0	13.2	13.7	Italie
Japon	0.329	0.336	..	10.3	10.7	..	2.3	6.5	18.9	63.7	40.0	24.4	15.7	16.0	..	15.7	18.7	13.9	19.4	12.9	..	19.6	..	Japon
Corée	0.312	0.310	0.307	10.0	10.5	10.2	2.2	6.8	20.2	61.4	37.5	22.3	14.8	14.9	14.6	9.1	9.6	10.0	48.6	..	14.4	14.0	13.6	Corée
Luxembourg	0.276	0.271	0.276	6.1	5.8	5.9	3.7	9.0	22.6	59.5	36.5	22.0	7.1	7.2	8.1	11.8	8.1	7.8	2.7	7.7	7.1	7.1	8.5	Luxembourg
Mexique	0.475	0.466	0.482	26.8	28.5	30.5	1.2	3.9	12.5	73.9	52.9	36.7	20.9	20.4	21.4	25.8	15.0	18.6	31.2	19.0	17.6	19.7	21.1	Mexique
Pays-Bas	0.295	0.283	0.278	7.1	6.6	6.6	3.4	8.9	22.9	59.2	36.8	22.7	6.7	7.2	7.8	10.6	20.0	6.2	1.6	6.4	6.1	6.4	7.9	Pays-Bas
Nouvelle-Zélande	0.330	0.324	0.323	8.3	8.3	8.0	3.1	7.7	20.2	63.0	40.1	24.7	11.0	11.9	9.8	14.0	9.4	8.1	9.0	4.8	5.5	7.2	6.8	Nouvelle-Zélande
Norvège	0.250	0.249	0.250	5.9	6.0	6.1	3.4	9.2	24.3	57.0	34.3	20.5	7.8	7.5	7.7	5.4	28.9	5.4	4.3	6.4	..	5.2	5.1	Norvège
Pologne	0.317	0.307	0.304	8.3	7.9	7.7	3.1	7.9	21.1	61.4	38.4	23.5	10.1	11.0	11.1	13.1	12.1	10.5	10.3	9.4	5.8	4.4	4.2	Pologne
Portugal	0.364	0.345	0.341	10.6	9.4	9.9	2.7	7.2	19.6	63.9	41.8	26.7	13.7	11.4	11.9	16.9	12.9	11.3	8.0	9.3	11.8	10.2	12.5	Portugal
République slovaque	0.246	0.263	0.261	5.2	6.1	5.8	3.5	9.0	23.2	58.5	35.1	20.5	6.6	7.8	8.3	12.8	7.4	7.6	6.3	5.9	3.7	2.4	2.1	République slovaque
Slovénie	0.241	0.246	0.245	5.3	5.4	5.3	3.7	9.4	24.1	57.1	33.8	19.6	8.2	9.3	8.9	7.8	5.1	8.3	15.2	5.7	6.1	7.0	7.0	Slovénie
Espagne	0.306	0.334	0.344	8.4	12.1	13.8	1.8	6.0	18.3	64.3	40.5	24.6	13.3	15.0	15.1	21.7	17.9	14.8	7.0	11.9	10.4	15.5	18.3	Espagne
Suède	0.259	0.269	0.273	5.8	6.1	6.3	3.4	8.7	22.7	59.0	35.9	21.8	8.4	9.1	9.7	9.4	18.1	8.0	10.1	6.3	..	5.4	5.1	Suède
Suisse	..	0.298	0.289	..	7.3	6.9	3.3	8.5	22.0	60.2	37.4	23.0	..	9.5	10.3	10.5	7.6	6.9	24.0	7.7	7.6	Suisse
Turquie	0.409	0.417	0.412	14.5	16.1	15.2	2.1	5.6	16.0	69.0	47.4	31.7	17.0	19.2	19.2	28.4	16.2	14.4	18.4	17.8	Turquie
Royaume-Uni	0.341	0.341	0.344	9.8	10.0	9.6	2.9	7.5	19.7	64.0	42.2	27.6	11.3	10.0	9.5	9.5	11.5	8.7	10.5	5.4	11.2	10.6	10.6	Royaume-Uni
États-Unis	0.378	0.380	0.389	15.1	15.9	16.5	1.7	5.4	16.3	67.5	44.3	28.4	17.3	17.4	17.4	20.8	21.6	14.6	18.8	11.7	..	18.1	18.3	États-Unis
OCDE	0.314	0.314	0.315	9.3	9.6	9.6	2.9	7.7	20.6	62.1	39.3	24.4	11.1	11.3	11.5	13.9	14.0	10.0	10.8	8.5	8.4	9.2	10.4	OCDE

Notes : 2007 renvoie à 2006 pour le Chili et le Japon, 2008 pour l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, Israël, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède. 2010 renvoie à 2009 pour le Chili, la Hongrie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse. 2011 renvoie à 2009 pour le Japon, 2010 pour la Belgique, 2012 pour l'Australie, la Corée, les États-Unis, la Finlande, la Hongrie, le Mexique et les Pays-Bas. Il y a une rupture de série en 2011 pour l'Autriche et le Royaume-Uni. Les données de 2011 pour le Royaume-Uni et l'Irlande sont provisoires. Les données de 2011 pour l'Autriche ne sont pas comparables aux années antérieures. La moyenne de l'OCDE en 2007 comprend les données de 2009 pour la Suisse. La moyenne de l'OCDE en 2011 comprend les données de 2009 pour le Japon et les données de 2010 pour la Belgique.

Les données relatives à la distribution des revenus portent sur la population totale et reposent sur le revenu disponible équivalent des ménages, c'est-à-dire le revenu disponible corrigé de la taille du ménage. Le coefficient de Gini oscille entre 0 (distribution parfaitement égale des revenus où tous les individus possèdent le même revenu) et 1 (situation d'inégalité maximum, où tous les revenus sont concentrés entre les mains d'une seule personne). Le ratio de la part de revenu S90/S10 exprime le rapport entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et celui des 10 % les plus pauvres. Les travailleurs pauvres sont ceux vivant dans un ménage dirigé par une personne d'âge actif, dont au moins un membre du ménage travaille, et vivant avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

La base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (<http://oe.cd/idd>)

Pour évaluer et suivre les résultats des pays dans le domaine des inégalités de revenu et de la pauvreté, l'OCDE utilise une base de données spécifique. Celle-ci repose sur des sources nationales (enquêtes auprès des ménages et dossiers administratifs) et sur des définitions, classifications et procédures de traitement de données communes. Tous les indicateurs qui composent cette base sont fondés sur le concept de « revenu disponible équivalent des ménages », autrement dit le revenu marchand total perçu par les ménages (rémunération brute, travail non salarié et revenu du capital), plus les transferts moins les impôts et les cotisations de sécurité sociale qu'ils payent. Le revenu des ménages est corrigé de la taille du ménage suivant une échelle d'équivalence où tous les revenus sont divisés par la racine carrée de la taille du ménage considéré. Bien que le revenu des ménages ne soit qu'un des facteurs déterminant le bien-être économique des individus, c'est en même temps celui pour lequel on dispose le plus de données comparables pour tous les pays de l'OCDE. En effet, les statistiques au niveau des ménages s'intéressent depuis longtemps à la distribution des revenus, et les données sur ce point sont collectées régulièrement depuis les années 80 (et parfois plus tôt) dans de nombreux pays. Il existe en outre des concepts et des définitions normalisés dans le *Guide du Groupe de Canberra sur les statistiques du revenu des ménages* (Nations Unies, 2011).

La méthode de recueil des données utilisée dans la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus vise à optimiser la comparabilité internationale ainsi que la cohérence inter-temporelle des données, grâce à un ensemble commun de protocoles et de conventions statistiques (par exemple, les concepts et les composantes des revenus) permettant d'établir des estimations comparables. Les informations recueillies par l'OCDE sont certes plus à jour que celles provenant d'autres sources statistiques, mais reflètent néanmoins la longueur des délais caractérisant la collecte de données dans ce domaine dans la majorité des pays membres. La plupart du temps, les estimations sont transmises à l'OCDE par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de données nationales, sous forme de tableaux semi-agrégés, et sont basées sur les sources nationales jugées les plus représentatives pour chaque pays. Cette approche a toutefois un inconvénient : elle ne permet pas d'accéder aux microdonnées d'origine, ce qui entrave ensuite l'analyse pouvant être effectuée. À l'exception de la Finlande et de la Suisse, pour les pays européens dont les données proviennent des statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), les estimations sont générées par l'OCDE à partir des microdonnées contenues dans la base de données utilisateurs diffusée deux fois par an par l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT).

La collecte de données est organisée autour d'un questionnaire normalisé. Certaines données de ce questionnaire peuvent être obtenues par le biais d'un cube de données disponible sur le site OECD.Stat à l'adresse suivante : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD&Lang=fr>. En raison de l'importance croissante des questions relatives aux inégalités de revenu et à la pauvreté dans l'action publique, la base de données est désormais actualisée chaque année. L'OCDE est en train d'étendre cette base à plusieurs pays candidats à l'adhésion et partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Colombie, Inde, Indonésie, Russie). Cette extension nécessitera toutefois de modifier la définition du revenu utilisée précédemment par l'OCDE (ainsi que dans le présent rapport) afin de prendre en compte les sources de données (telles que la production non marchande de biens pour son propre usage) qui sont importantes pour la plupart de ces pays. Les données basées sur cette définition révisée (ainsi qu'une ventilation plus détaillée des sources de revenu) seront publiées en 2015.

Gestionnaires de la base de données : Direction des statistiques de l'OCDE : Benoit.Arnaud@oecd.org et Elena.Tosetto@oecd.org.
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE : Maxime.Ladaigue@oecd.org

Contacts :

**Division des politiques sociales,
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE**
Michael.Forster@oecd.org tél. : +33 1 45 24 92 80
Ana.Llena-Nozal@oecd.org tél. : +33 1 45 24 85 27

Division « Statistiques auprès des ménages et mesure du progrès », Direction des statistiques de l'OCDE
Marco.Mira@oecd.org tél. : +33 1 45 24 87 48
Carlotta.Balestra@oecd.org tél. : +33 1 45 24 94 36

Pour en savoir plus :

OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité – Pourquoi les écarts de revenu se creusent*, www.oecd.org/fr/social/inegalite-et-pauvrete.htm
Förster, M., A. Llena-Nozal et V. Nafilyan (2014), « L'évolution des hauts revenus et de leur fiscalité », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n°159, www.oecd.org/els/workingpapers.

Références :

Nations Unies (2011), *Guide du Groupe de Canberra sur les statistiques du revenu des ménages, deuxième édition*, Commission économique pour l'Europe, Genève.

Source :

Si vous citez le présent document, merci d'indiquer : OCDE (2014), « Le point sur les inégalités de revenu - juin 2014 ».

Ce document ainsi que tous les graphiques et données sous-jacentes peuvent être téléchargés via www.oecd.org/fr/social/inegalite-et-pauvrete.htm.

Notes :

Dans tout ce document, la flèche ↗ (ou ↘) dans les légendes est liée à la variable permettant de classer les pays de gauche à droite par ordre croissant (ou décroissant).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'OCDE souhaite remercier les fournisseurs de données nationales de leur contribution à cette base de données.